

CONSEIL & ASSISTANCE
CONTRAT-TYPE

Entre : ...
S
Siret
Domiciliée à
Dûment représentée par
Et ci-après dénommée XXX

Et : Institut HYSOPE France
Sarl au capital de 10 000 €
Siret 389 818 691 00039
Domiciliée à 13340 ROGNAC, 18 rue des acacias
Dûment représentée par Claude LUCAS
Et ci-après dénommée HYSOPE

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

HYSOPE conseille et assiste XXX pour la sécurité en santé humaine des produits cosmétiques dont elle est la personne responsable selon les articles 4 à 7 du règlement européen n° 1223/2009, à l'exclusion de tout tiers mandaté par XXX pour assurer la responsabilité en son nom.

Article 2

HYSOPE répond aux demandes de conseils de XXX en réglementation et toxicologie des produits cosmétiques, de manière forfaitaire, par tous moyens, notamment téléphone, mails et rencontres, dont une visite annuelle dans les locaux de XXX.

Article 3

HYSOPE assiste expressément XXX dans ses relations avec sa Direction Départementale de Protection des Populations (DDPP/DGCCRF) et avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Article 4

HYSOPE formule expressément à XXX des recommandations de mesures visant à accroître la sécurité en santé humaine de ses produits cosmétiques.

Article 5

HYSOPE assure expressément la veille réglementaire de sécurité sanitaire pour les produits cosmétiques de XXX.

Article 6

Est expressément exclue de la mission d'HYSOPE la notification des produits cosmétiques de XXX sur le portail CPNP, selon l'article 13 dudit règlement.

Article 7

Est expressément exclue de la mission d'HYSOPE la fourniture des rapports sur la sécurité des produits cosmétiques de XXX, selon l'article 10 et l'annexe 1 dudit règlement.

Article 8

XXX donne libre accès à HYSOPE à toutes les informations dont elle dispose, tandis qu'HYSOPE s'engage à ne pas divulguer d'informations confidentielles et présentées comme telles à des tiers non autorisés, ni à exploiter celles-ci à son profit, sauf accord en précisant formellement les conditions.

Article 9

Après les avoir acceptés préalablement à leur engagement, XXX supporte la totalité des coûts afférents à la mission d'HYSOPE au profit de XXX, notamment les frais de déplacement, les autres frais de mission et les frais éventuels de procédures administratives ou pénales.

Article 10

En cas de procédures administratives ou pénales, XXX ne saurait se retourner en dommages et intérêts contre HYSOPE qu'au vu de manquements graves et caractérisés de cette dernière à sa mission.

Article 11

XXX rémunère HYSOPE forfaitairement, au taux de 0,4 % (zéro virgule quatre pourcent) de son chiffre d'affaires hors taxes réalisé en cosmétique au cours de l'exercice précédent, avec un minimum de 600 € (six cents euros) hors taxes par an. A cette fin, XXX communique spontanément à HYSOPE son chiffre d'affaires dès l'arrêt des comptes de son exercice.

Article 12

XXX règle principalement HYSOPE par des acomptes trimestriels d'un montant égal à 0,1 % (zéro virgule un pourcent) du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en cosmétique au cours de l'exercice précédent, mais d'au moins 150 € (cent cinquante euros) hors taxes, sur factures au comptant émises par HYSOPE à période échue. Ces factures trimestrielles sont éventuellement augmentées du remboursement des frais engagés par HYSOPE pour sa mission au cours du trimestre.

Article 13

Le présent contrat prend effet immédiatement pour une durée de trois ans. Il est renouvelable tacitement pour des durées successives d'un an.

Article 14

Le présent contrat est résiliable à tout moment par l'une ou l'autre partie, sans justification, par courrier recommandé avec avis de réception, la résiliation étant notifiée avec un préavis de trois mois.

Article 15

En cas de résiliation par XXX au cours des trois premières années, XXX s'engage à régler à HYSOPE le montant pro rata temporis des remises de tarif accordées sur ses prestations au motif du présent contrat.

Article 16

Le présent contrat est consenti librement et indépendamment de tout autre accord pouvant exister entre les deux parties.

Article 17

En cas de désaccord entre les parties sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, le tribunal du défendeur est seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, à _____, le _____ 2025

Bon pour accord

Bon pour accord

XXX

Claude LUCAS
Institut HYSOPE France